vinetur

L’industrie du Scotch whisky presse le Royaume-Uni de baisser les droits sur les spiritueux dans le budget d’octobre

Les organisations professionnelles estiment qu’une hausse de 17 % en trois ans a freiné l’investissement après une baisse de 2,3 % des recettes issues des droits sur les spiritueux.

mercredi 30 septembre 2026



L’industrie du Scotch whisky pousse le gouvernement britannique à réduire les droits d’accise sur les spiritueux dans le budget d’automne attendu en octobre, estimant que des taxes plus faibles soutiendraient l’investissement et pourraient même faire remonter les recettes fiscales après une récente baisse des revenus. Aucune modification n’a été annoncée et le gouvernement britannique n’a confirmé aucune décision concernant les droits sur les spiritueux.

La demande émane de la Scotch Whisky Association, l’organisation professionnelle du secteur, dans une contribution budgétaire datée du 9 septembre. L’association a indiqué que les droits sur les spiritueux au Royaume-Uni ont trop augmenté et qu’ils ont progressé de 17 % au cours des trois dernières années. Elle a aussi soutenu que les spiritueux sont taxés plus lourdement que les autres catégories d’alcool, affirmant que la charge peut être jusqu’à quatre fois supérieure à celle de la bière, du cidre et du vin.

Le directeur général de l’association, Mark Kent, a déclaré qu’une baisse donnerait aux producteurs davantage de marge pour investir et soutiendrait l’emploi. Le 11 septembre, le premier ministre écossais, John Swinney, a appuyé l’appel du secteur et déclaré que des hausses répétées des droits avaient exercé une pression excessive sur la filière. Ces déclarations reflètent la position du secteur et du gouvernement écossais. Elles ne constituent pas une politique du gouvernement britannique.

Le dossier du secteur intervient alors que les recettes fiscales officielles tirées des spiritueux ont reculé. Les chiffres de HM Revenue & Customs rapportés par The Spirits Business montrent que les recettes britanniques issues des droits sur les spiritueux ont baissé de 2,3 % sur l’exercice 2025-26, à 4,06 milliards de livres sterling, contre 4,15 milliards un an plus tôt. Les mêmes données montrent que les recettes des droits sur le vin ont diminué de 2 % à 4,63 milliards de livres, celles sur la bière de 1,9 % à 3,54 milliards de livres, tandis que celles sur le cidre ont augmenté de 33,5 % à 295 millions de livres. Le total des recettes de droits sur l’alcool a reculé de 1,4 % à 12,4 milliards de livres.

Les groupes professionnels disent que cette tendance plaide pour un taux plus bas. Selon The Spirits Business, huit organisations professionnelles britanniques ont indiqué que les recettes tirées des droits sur l’alcool sont désormais inférieures de 1,1 milliard

de livres au niveau prévu lors de l’introduction du système actuel de droits en 2023. La Scotch Whisky Association estime qu’un taux d’imposition plus faible pourrait accroître suffisamment l’activité pour améliorer les recettes du Trésor plutôt que les réduire. Le corpus de sources examiné pour ce reportage ne détaille pas le modèle complet qui sous-tend cet argument.

Le débat compte au-delà du marché de détail intérieur britannique, car la politique des droits influence la manière dont les distillateurs gèrent leurs marges, leurs stocks et leurs investissements. Dans le secteur des boissons, les évolutions des droits britanniques sur les spiritueux peuvent modifier l’économie de la mise sur le marché des stocks, influer sur la trésorerie et façonner la façon dont les producteurs planifient leurs stocks en fûts et leur tarification. Même si les expéditions à l’exportation ne sont pas directement taxées de la même manière que les bouteilles mises en vente au Royaume-Uni, les entreprises du whisky et d’autres catégories de boissons suivent ces décisions de près, car elles affectent les finances des producteurs et leur position concurrentielle.

C’est l’une des raisons pour lesquelles les acheteurs et les investisseurs en Asie suivent l’affaire de près. L’effet direct sur les prix des marchés asiatiques reste incertain. Des sources du secteur indiquent que les droits d’accise britanniques sont généralement perçus au moment où les spiritueux sont mis en vente au Royaume-Uni, et non sur les exportations, même si les acteurs confirment généralement ces détails auprès de leurs entrepôts et de leurs conseillers fiscaux. Néanmoins, une baisse des droits en Grande-Bretagne pourrait influencer le sentiment autour du Scotch, la rentabilité des producteurs et le rythme des investissements dans les stocks, autant d’éléments importants pour les importateurs, les acheteurs de fûts et les collectionneurs à l’étranger.

Ce calendrier intervient aussi alors que les producteurs de Scotch naviguent dans un environnement commercial plus large en mutation. La Scotch Whisky Association a déclaré en juillet que le commerce avec droits de douane nuls vers les États-Unis avait été rétabli, améliorant les conditions sur l’un des principaux marchés d’exportation de la catégorie. Dans le même temps, le Scotch fait face, en Asie, à la concurrence pour les linéaires d’autres régions productrices de whisky. Dans ce contexte, toute évolution

de la fiscalité britannique est lue non seulement comme une décision budgétaire intérieure, mais aussi comme un signal sur l’environnement opérationnel de l’une des plus grandes catégories de boissons exportées par le Royaume-Uni.

Reste à savoir si le Trésor est prêt à agir. Les sources examinées pour ce reportage indiquent que le budget d’automne sera présenté en octobre, sans préciser de date exacte. Il n’y a pas non plus de confirmation qu’une baisse des droits, un gel ou une nouvelle hausse soit activement à l’étude. Pour l’heure, le seul développement confirmé est que la Scotch Whisky Association a rendu sa demande publique, que des responsables politiques écossais l’ont soutenue, et que l’industrie attend la déclaration budgétaire du gouvernement.